

# Juste Terre !

n° 152 - Septembre 2018

[www.entraide.be](http://www.entraide.be)

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

En ces temps où la fraternité est souvent mise à mal, les initiatives soutenues par Entraide et Fraternité ont valeur prophétique : que ce soit ici, en Belgique, avec les promoteurs de la transition dans nos quartiers ou, dans les pays de Sud, avec les soutiens des plus démunis.



## Édito

### Oser la fraternité

« La fraternité est difficile à appréhender. L'égalité salariale peut se mesurer, la liberté est déclinée dans de nombreux droits. Mais la fraternité est longtemps restée sans traduction juridique. C'est émouvant de se dire que ce principe protégé désormais le fait de porter secours à autrui. »

Voilà ce que déclarait au début de l'été Véronique Fayet, présidente du Secours catholique, dans *La Croix*. Cette réaction faisait suite à la décision du Conseil constitutionnel, les « Sages » chez nos voisins français, de reconnaître la fraternité comme « un principe à valeur constitutionnelle » qui devra être respecté par le législateur et les juridictions. Depuis des mois, comme par effet-miroir avec l'initiative belge de la Plateforme citoyenne d'hébergement des réfugiés à Bruxelles, les défenseurs des droits humains en France exigeaient la suppression du « délit de solidarité », symbolisé par Cédric Herrou, cet agriculteur de l'arrière-pays niçois condamné pour avoir porté assistance aux migrants venus d'Italie.

Régulièrement, on entend parler de liberté et d'égalité, mais absolument pas de fraternité comme si ce mot était devenu ringard et sonnait comme venant d'une

autre époque. À Entraide et Fraternité, on ne le pense pas, comme vous vous en doutez. Si ce mot est ancien, il a fini par acquérir une dimension intemporelle. Et ce sont souvent les notions les plus évidentes qui finissent pas être négligées tant nous les avons sous les yeux.

On ne le pense pas et on le revendique même. Et on le met en application. Car qu'est-ce d'autre que de la fraternité que de se préoccuper du sort de ses frères et de ses sœurs en danger, telles ces milliers de travailleuses domestiques péruviennes dont on vous parle dans les pages qui suivent ?

Qu'est-ce d'autre que de la fraternité que de se préoccuper du sort de notre « maison commune », selon les mots du Pape François, à une époque où elle semble prendre feu de partout ?

De Liège à Lima en passant par Libramont, la fraternité n'est pas du Nord ou du Sud mais de partout. Comme pour beaucoup de choses, cela va sans dire.

Comme pour autant de choses, cela va mieux en le disant.

■ **Jean-François Lauwens**  
chargé de communication



Pour que la Terre tourne plus JUSTE!

# La vie des domestiques à Lima, ce n'est pas le Pérou

Ce sont de simples femmes de ménage et elles viennent de remporter une victoire importante pour la protection de leurs droits au Pérou. Suite à leurs actions, ces travailleuses domestiques ont vu la reconnaissance de leurs droits ratifiée par le Congrès péruvien. Au Pérou, au moins un demi-million de femmes sont domestiques. Elles sont le plus souvent maltraitées, abusées, violentées. À Lima, Entraide et Fraternité soutient Iprofoth, un institut qui les aide à défendre leurs droits et à reconquérir l'estime d'elles-mêmes.

À 12 ans, Maria de los Angeles est partie travailler à Lima comme employée domestique, avec sa sœur. « J'ai eu la chance de pouvoir aller à l'école. Mais, en même temps, j'ai subi de la part de mes employeurs, toutes les humiliations et discriminations possibles, j'ai été battue et sexuellement abusée. J'avais peur et je pensais que mes employeurs avaient raison de me frapper si j'avais mal fait mon travail. Mais j'ai pu en parler avec un psychologue. Nombreuses sont celles qui n'ont pas cette possibilité. Je ne veux pas que quelqu'un souffre comme j'ai souffert. »

Maria n'est qu'une parmi les centaines de milliers de travailleuses domestiques au Pérou : si les femmes représentent 96 % du personnel de maison dans ce pays andin, les statistiques officielles recensent 400.000 travailleuses domestiques. Mais dans un pays où sept personnes sur dix vivent dans l'économie informelle, comment être sûr qu'un secteur aussi propice à la fraude, aux abus, au travail au noir, dont les travailleurs ne sont pas répertoriés par les autorités de l'État, ne concerne pas deux, trois, quatre fois plus de personnes ?

En tout cas, les histoires de ces milliers de jeunes femmes sont presque interchangeables. Ce sont

presque toujours des (parfois très) jeunes filles issues des campagnes reculées et pauvres que l'on attire à Lima alors qu'elles sont encore en âge d'aller à l'école et qu'elles n'ont même pas l'âge légal de 14 ans, en leur proposant un travail à 240 euros par mois, ce qui a l'air énorme pour elles mais reste bas même pour le pays.

Il n'est pas exagéré de dire qu'une fois arrivées dans ces familles riches de la capitale, elles se transforment en véritables esclaves modernes. Elles sont sous-payées, voire pas payées du tout, et n'ont généralement pas de contrat écrit, ce qui ne leur donne pas la moindre protection. Elles sont exploitées, considérées comme taillables et corvéables à merci 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ne jouissant pas du moindre jour de congé ni de temps pour aller à l'école (si elles y vont, elles voient les heures qu'elles passent en cours du soir déduites de leur salaire). Enfin, dans les cas les plus graves, elles sont insultées, battues, violentées, abusées. Le plus révoltant sans doute, c'est que ces femmes qui ne connaissent par leurs droits, ont accumulé un tel manque d'estime d'elles-mêmes qu'elles en arrivent le plus souvent à penser comme « normal » le fait de subir de tels traitements.

Les travailleuses domestiques de Lima sont plus fortes ensemble.



## La défense de leurs consœurs

C'est pour toutes ces raisons qu'à l'initiative de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) a été créé l'Iprofoth (Instituto de promocion y formacion de trabajadoras del hogar – Institut de promotion et formation des travailleuses domestiques), soutenu par Entraide et Fraternité. Avec une particularité chère au principe de résilience défendu par Entraide et Fraternité : Iprofoth est constitué de travailleuses domestiques pour des travailleuses domestiques, ce qui évidemment donne à ce projet une légitimité et une confiance considérables. « Comme je ne veux pas que les autres vivent ce que j'ai vécu, poursuit Maria, qui illustre parfaitement cette résilience, je renouvelle quotidiennement mon engagement au sein d'Iprofoth. Pour ce travail, nous ne sommes pas payées : c'est une forme de travail social. Nous voulons que les employées connaissent leurs droits, qu'elles soient reconnues, qu'elles gagnent plus que le minimum et qu'elles puissent étudier. »

Près de 400 travailleuses domestiques de quatre districts de Lima sont ciblées par les activités d'Iprofoth. Les activités d'Iprofoth peuvent se résumer en cinq axes complémentaires et aussi importants les uns que les autres :

- l'accompagnement et la formation des travailleuses domestiques à leurs droits (tant les droits humains que le droit du travail) pour qu'elles puissent les faire valoir devant leur employeur
- le renforcement de leurs compétences professionnelles mais aussi le renforcement psychologique de leur estime de soi, en plus de l'élaboration d'un projet de vie

- les actions de plaider auprès des autorités
- l'accueil d'une quarantaine d'enfants de 6 mois à 4 ans au sein de la Cuna Mechita, une garderie permettant aux jeunes mères isolées d'aller travailler
- l'accueil temporaire au sein de la *Hogar de transito* (maison de transit) des travailleuses domestiques qui vivent dans une situation d'encore plus grande vulnérabilité du fait de leur situation : isolées parce que sans famille à Lima, affaiblies physiquement ou psychologiquement en raison de mauvais traitements, sans emploi après un licenciement résultant de comportements arbitraires des employeurs ou du fait d'avoir essayé de faire valoir leurs droits.

Comme on l'a compris, ce n'est pas le travail qui manque !

Le 14 juin dernier c'est avec une immense émotion que Maria a accueilli la nouvelle de la ratification par son pays d'une convention internationale reconnaissant aux travailleuses domestiques un contrat de travail écrit, l'accès à la sécurité sociale et aux congés de maternité pour les femmes.

« C'est fantastique ! Moi qui pensais que je ne valais rien il y a encore quelques années. Aujourd'hui je suis tellement fière d'avoir participé à ce travail de plaider et de défense des femmes employées de maison. Les tâches que nous accomplissons chaque jour au sein des foyers péruviens méritent un vrai salaire et de la considération. Merci à Iprofoth de m'avoir ouvert les yeux sur cette réalité et d'avoir cru en moi ! »

■ Jean-François Lauwens

## La convention 189 enfin adoptée

C'est une grande victoire pour les défenseurs des travailleurs et surtout travailleuses domestiques au Pérou : le 14 juin dernier, la Chambre du Congrès péruvien a ratifié à l'unanimité (après 7 ans de négociations !) la Convention 189 de l'OIT (Organisation internationale du travail). Ce texte, qui garantit **un contrat de travail écrit, l'accès à la sécurité sociale et aux prestations pour la maternité** pour les travailleurs domestiques, avait été adopté en 2011 lors de la 100<sup>e</sup> Conférence de l'OIT. Cette convention était considérée comme historique car on évalue à 67 millions le nombre de travailleurs domestiques dans le monde mais cela pourrait être le double puisque ces emplois sont souvent non déclarés. Toutefois, 26 pays seulement, dont la Belgique, l'ont ratifiée...

Les travailleurs et travailleuses domestiques constituent 3,6% de l'emploi salarié dans le monde.

Parmi les nombreuses avancées sociales que représente cette convention, il faut noter :

- la liberté syndicale et de négociation collective
- l'abolition du travail forcé et du travail des enfants
- l'interdiction que le travail en-dessous de 18 ans empêche la scolarité
- l'obligation d'un contrat de travail écrit et clair
- la lutte contre les abus, harcèlements et violences

# La planète a de plus en plus chaud : tous responsables !

Il y a trois ans précisément, le pape François publiait son encyclique *Laudato Si'*, considérée comme un texte capital par rapport à la prise de conscience et de responsabilité dans le réchauffement climatique. Lequel n'a jamais aussi bien porté son nom que cet été.

C'est une position difficilement audible par les temps qui courent. Pourtant, les historiens et les scientifiques, qui ont du recul et de la hauteur, s'accordent généralement sur ce point : le monde ne s'est jamais aussi bien porté. Il n'y a jamais eu aussi peu de guerres, aussi peu de victimes de conflits et de catastrophes naturelles, l'éducation et l'alphabétisation, la santé, les ressources alimentaires et la richesse n'ont jamais été aussi bien partagées à travers la planète qu'aujourd'hui. Pourtant, il nous est presque impossible d'envisager les choses de la sorte.

D'abord, parce que, chaque jour, déferlent sur nos multiples écrans les tragédies humanitaires, les drames humains, les conflits, les exils forcés, les catastrophes climatiques, la pollution, les menaces sur l'environnement, la disparition des espèces. Ensuite, parce que jamais, sans doute, dans l'histoire de l'Humanité, on n'a eu autant accès à l'information. Et enfin parce que, jamais non plus, le cadre même de notre vie, à savoir la planète, n'a semblé aussi menacé.

À cet égard, l'été caniculaire que nous venons de vivre aura été celui de tous les dangers : entre les incendies dramatiques en Grèce et les températures invraisemblables en Scandinavie et dans les régions polaires, sont tombées les statistiques de l'agence fédérale

américaine pour les océans et l'atmosphère (NOAA) qui proclament 2017 année la plus chaude de tous les temps (avec par exemple des records historiques de 53 degrés au Pakistan ou 43 en Argentine et les banquises les plus étroites en Arctique et en Antarctique). On n'ose imaginer à quoi ressemblera le bilan pour 2018.

Pessimiste, le climatologue français Jean Jouzel a expliqué dans les médias cet été que les 35 degrés rencontrés dans nos régions pourraient, si rien ne change, devenir 45 en 2030 et 55 en 2050. « *Ce qui est exceptionnel aujourd'hui sera la norme demain si rien ne change de manière urgente* », a-t-il dit au *Monde*. Bref, ceux qui étaient encore optimistes il y a peu, lorsqu'était fixé à la COP21 à Paris le seuil des 2 degrés à ne pas dépasser, se demandent aujourd'hui si l'on parviendra réellement à contenir le réchauffement climatique, a fortiori quand le pays le plus puissant du monde a un dirigeant climatosceptique.

Cet été historiquement chaud nous aura rappelé notre responsabilité à tous dans ce qui se joue. Le 1<sup>er</sup> août dernier en effet, c'était le « jour du dépassement », ce jour où le monde a consommé l'ensemble des ressources que la nature peut renouveler en un an. Il intervient chaque année un peu plus tôt : en 1971, ce seuil calculé par l'ONG Global Footprint Network était



atteint le 24 décembre; en 1980, le 4 novembre; en 2000, le 23 septembre; en 2010, le 9 août; en 2017, le 3 août; l'an prochain très certainement fin juillet. Si l'Humanité toute entière vivait comme un Américain, ces réserves seraient épuisées dès le 15 mars. Mais la Belgique figure parmi les très mauvais élèves (13<sup>e</sup>

mondiale) puisque si tous les habitants de la planète se comportaient comme nous, la planète serait exsangue dès le 1<sup>er</sup> avril. On n'a jamais été aussi proche de l'idée de « *notre maison commune* » développée par le pape François dans l'encyclique *Laudato Si'*.

■ Jean-François Lauwens

### « Notre maison commune » brûle : l'urgence ne se mesure pas

En 2015, le pape François parlait de « maison commune » dans son encyclique *Laudato Si'* : « *Notre maison commune est comme une sœur, avec laquelle nous partageons l'existence, et comme une mère, belle, qui nous accueille à bras ouverts.* »

Tournée vers la problématique environnementale (et la responsabilité de l'homme dans celle-ci), l'encyclique de François fête ses trois ans mais apparaît, plus que jamais au sortir de l'été 2018, d'une actualité... brûlante. L'occasion de rappeler quelques-uns des passages forts du texte pontifical à ce sujet.

- « **Le défi urgent de sauvegarder notre maison commune inclut la préoccupation d'unir toute la famille humaine dans la recherche d'un développement durable et intégral, car nous savons que les choses peuvent changer.** Le Créateur ne nous abandonne pas, jamais il ne fait marche arrière dans son projet d'amour, il ne se repent pas de nous avoir créés. **L'humanité possède encore la capacité de collaborer pour construire notre maison commune.** Je souhaite saluer, encourager et remercier tous ceux qui, dans les secteurs les plus variés de l'activité humaine, travaillent pour assurer la sauvegarde de la maison

*que nous partageons. Ceux qui luttent avec vigueur pour affronter les conséquences dramatiques de la dégradation de l'environnement sur la vie des plus pauvres dans le monde méritent une gratitude spéciale. Les jeunes nous réclament un changement. Ils se demandent comment il est possible de prétendre construire un avenir meilleur sans penser à la crise de l'environnement et aux souffrances des exclus.* »

- « *Si la tendance actuelle continuait, ce siècle pourrait être témoin de changements climatiques inédits et d'une destruction sans précédent des écosystèmes, avec de graves conséquences pour nous tous.* »
- « *L'humanité est appelée à prendre conscience de la nécessité de réaliser des changements de style de vie, de production et de consommation, pour combattre le réchauffement ou, tout au moins, les causes humaines qui le provoquent ou l'accroissent.* »

### Être le témoin de cette conversion écologique

À l'occasion des trois ans de ce texte fondateur, le pape a réuni près de 400 personnes au Vatican pour débattre autour du thème « *Sauver notre maison commune et l'avenir de la vie sur terre* ». Leur conclusion, relayée par Josianne Gauthier, secrétaire générale de la CIDSE, qui réunit les associations de développement catholiques européennes et nord-américaines dont Entraide et Fraternité, se résume en ces termes : « *L'urgence du moment ne se mesure pas, le temps est venu d'agir et de le faire immédiatement.* »

« *Pour ceux et celles qui font partie de la grande famille de l'Église catholique, nous avons aussi senti la responsabilité morale et éthique d'agir, d'être témoins de cette conversion écologique et de porter cette révolution culturelle dont nous parle le Saint-Père* » poursuit Josianne Gauthier. « *En s'adressant aux participants réunis au Vatican, le pape François nous a rappelé qu'il est encore temps de corriger le tir. Les changements profonds et radicaux doivent venir de nous tous et toutes, dès aujourd'hui, dans nos modes de vie, dans nos choix économiques, dans notre définition même du progrès, du développement et de l'épanouissement. La terre et la vie digne sur cette terre sont des biens communs et nous devons être prêts à les défendre avec tous les dons et talents qui nous ont été accordés et nous devons le faire ensemble, en solidarité les uns avec les autres.* »

■ Jean-François Lauwens



# À Liège, des chrétiens engagés dans la transition



Christine Servais

**Laudato Si' a ouvert des perspectives pour de nombreux chrétiens soucieux d'une approche intégrale de l'écologie. C'est le cas dans le diocèse de Liège. Rencontre avec Christine Servais.**

Ils sont de ceux pour qui l'encyclique *Laudato Si'*, voici trois ans, a provoqué une sorte d'électrochoc. Comme si, d'un coup, deux de leurs convictions profondément ancrées en eux - la foi chrétienne et la nécessité de changer nos modes de vie - mais qui vivaient

comme indépendamment l'une de l'autre, avaient trouvé à se marier harmonieusement. « *En tant que professeur de religion puis d'éducation philosophique et citoyenne, dit Christine Servais, une des chevilles ouvrières des Chrétiens en transition du diocèse de Liège, c'est comme si cette encyclique venait légitimer mon questionnement et mon action écologiques. J'ai grandi dans les Ardennes, je suis fille de fermiers, j'ai vu mon père écrasé par les prix du lait, je suis donc très sensible à ces thématiques. Mais ceux qui disent qu'il faut trier les déchets, faire attention à telle ou telle chose, passent parfois pour des enragés. L'encyclique Laudato Si' nous donne aussi une légitimité pour aller voir notre public dans les paroisses mais aussi les responsables de l'Église et leur proposer des actions. Moi, personnellement, j'étais active dans plein de choses différentes les unes des autres, ce réseau des chrétiens en transition crée une espèce de fil rouge entre ces activités.* »

Voici un peu plus d'un an donc, sur le modèle de ce qui existe en Flandre (Ecokerk) et en France (Église verte) et avant sans doute d'autres diocèses en Wallonie et à Bruxelles, quelques Liégeois actifs dans le diocèse ont lancé Chrétiens en transition sur le même principe que l'initiative Liège en transition. Très vite, ils ont obtenu le soutien de l'évêque de Liège, Mgr Jean-Pierre Delville. « *Il faut profiter de Laudato Si' pour sensibiliser tout le monde à l'entrée en transition et à une écologie intégrale. En réalité, beaucoup de petites initiatives, dans des paroisses, au sein d'unités scouts, font déjà de la transition sans le savoir : quand on organise un covoiturage, quand on crée un potager collectif, on est déjà dans une logique de transition. Le pape François parle de 'maison commune' : tout ceci n'est rien d'autre qu'une prise de conscience qu'un meilleur vivre ensemble passe par des bonnes relations avec les autres. Même chez soi, les choses vont mieux si on se dit bonjour le matin !* »



Pour la rentrée, le site [chretiensentransition.be](http://chretiensentransition.be) sera relancé et coordonné ainsi que la page Facebook du groupe. Pour les chrétiens en transition liégeois, il s'agit d'une boîte à outils (textes, vidéos...) et d'une façon d'agrèger les initiatives locales. Ils organisent aussi des conférences mais souhaitent surtout intervenir dans les écoles, les paroisses. « *Les plus âgés sont plus sensibles à ces questions qu'on ne le croit. Ils voient leurs petits-enfants croire que les carottes poussent au supermarché. Fondamentalement, quand on crée des potagers collectifs, on ne fait que revenir à ce qu'ils ont pu connaître il y a longtemps. Un des axes les plus importants, vu du diocèse, c'est le développement de catéchèses communautaires, à savoir un espace intergénérationnel qui n'est pas limité aux seuls enfants mais ouvert à toute la communauté et où Laudato Si' est un outil merveilleux. Pourquoi ne pas lier les choses ? Pourquoi ne pas distribuer des paniers bio après la messe ? Pourquoi ne pas ouvrir les églises fermées pour en faire des repair cafés ? En tant que mère d'élève à l'Institut Saint-Paul, j'ai obtenu le feu vert de l'évêque pour que les élèves puissent transformer le jardin de l'évêché en jardin communautaire, de l'autre côté de la rue. La boucle serait vraiment bouclée si les excédents pouvaient ensuite être réutilisés par le centre d'accueil pour SDF qui se trouve lui aussi à quelques mètres à peine.* » La définition parfaite du circuit court et de la transition écologique.

■ **Jean-François Lauwens**



## La transition

Le mouvement mondial des initiatives de transition est né en Angleterre en 2006 sous l'impulsion notamment de Rob Hopkins. Sont d'abord apparues les villes en transition qui rassemblaient les citoyens de ces villes désireux de mener des actions concrètes depuis la base. Au départ, on parlait de transition énergétique liée à la fin annoncée du pétrole mais, rapidement, le lien entre crise énergétique et réchauffement climatique a amené la transition à s'étendre à tous les domaines d'action écologique (puis même économique et financière). Aujourd'hui, on se rend compte, dans la foulée du film *Demain*, que les petites communautés (villages, paroisses, quartiers) sont encore plus propices à la transition.

La Transition est un mouvement de citoyens qui se réunissent pour ré-imaginer et reconstruire notre monde.

Le mouvement soutient ces citoyens pour les aider à relever les grands défis auxquels ils sont confrontés, en commençant au niveau local. En se rassemblant, les citoyens sont capables de proposer de nouvelles solutions innovantes, de les partager et de les améliorer collectivement.

En pratique, ces citoyens se réapproprient l'économie, suscitent l'esprit d'entreprise, ré-imaginent le travail, développent de nouvelles compétences et tissent des réseaux de liens et de soutien. C'est une approche qui s'est répandue maintenant dans plus de 50 pays, et dans des milliers d'initiatives : dans des villages, des villes, des universités et des écoles.

Pour passer à l'action, rien de tel que le quartier. Les Initiatives de Transition naissent par la volonté de quelques citoyens motivés qui veulent rendre leur villes, villages ou quartiers plus durables et plus conviviaux... sans attendre que l'initiative vienne d'en haut ! Des citoyens se mettent à travailler ensemble et unissent leurs forces, créativité et énergie pour lancer des actions et projets concrets qui engendrent un changement positif dans leur lieu de vie. Les initiatives sont basées sur une vision positive de l'avenir, et une position constructive vis-à-vis du monde politique. Au début, les groupes s'informent et apprennent à se connaître, puis rapidement des projets concrets sont organisés autour de thèmes comme l'énergie, l'habitat, la nourriture, le transport, la culture, etc. **Tout citoyen peut décider de lancer une action ou projet et tout citoyen est invité à y participer.**

# Promouvoir l'agroécologie dans sa commune, une idée citoyenne

La Petite Foire de Libramont a été l'occasion de réaffirmer l'existence d'une agriculture paysanne et écologique face aux mastodontes de l'agriculture industrielle. Une charte commune paysanne y a été lancée. Une initiative dont Entraide et Fraternité se fait l'ambassadrice.

La transition écologique dans l'agriculture, ce n'est pas qu'une question qui concerne les pays du Sud. C'est, depuis longtemps déjà, un sujet qui taraude au Nord et qui a, fort heureusement, tendance à sortir des milieux parfois qualifiés de bobos pour se transformer en sujet de préoccupation pour l'ensemble de la population.

Un des lieux les plus indiqués pour prendre conscience de cet état de fait est sans doute la Petite Foire de Libramont. À portée de tracteur de la Foire agricole de Libramont, événement mastodonte qui réunit 250.000 personnes autour d'une certaine vision de l'agriculture (celle des multinationales, des OGM, des grandes exploitations), l'ambiance familiale de la Petite Foire de Semel (Neufchâteau, 28 et 29 juillet derniers), hébergée dans le champ d'une ferme à buffles, propose un véritable choc de cultures.

Ici, Entraide et Fraternité a installé son stand et distribué ses analyses et études à un public à la fois intéressé et sensibilisé. Pas question ici de stands aux couleurs de la grande distribution ou de machines dernier cri mais de petits producteurs, d'associations militantes, d'artistes et de conférenciers comme Olivier De Schutter, ex-rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'alimentation. Comme l'a expliqué Catherine Tellier, coordinatrice de la Petite Foire paysanne, « à l'opposé de l'agriculture industrielle, l'agriculture paysanne que nous défendons a une mission nourricière, tout en revendiquant l'emploi, le respect de l'environnement, l'aménagement du territoire, la qualité du produit et la satisfaction des consommateurs. »

Comme l'a fort joliment rappelé au ministre wallon de l'Environnement Carlo Di Antonio, le Mouvement d'action paysanne (organisateur de la foire), « à la grande Foire de Libramont, on vous demande toujours plus d'argent ; à la petite, on ne vous demande que de la reconnaissance. »

Une reconnaissance qui a trouvé à s'exprimer par un nouvel outil. À l'occasion de cette petite foire, le Mouvement d'action paysanne a effectivement présenté sa « **Charte Commune paysanne** », pour laquelle Entraide et Fraternité jouera un rôle à la fois d'ambassadeur et de partenaire. Il s'agit d'un appel citoyen à présenter d'ici aux élections communales d'octobre prochain aux différentes listes engagées dans chaque commune de Wallonie et de Bruxelles. Ensuite, une fois les conseils communaux installés, les groupes citoyens de chaque entité iront faire voter la charte par chaque commune.

Par cette charte, les communes de Bruxelles et de Wallonie qui en font l'adoption s'engageraient à rendre concret le soutien à l'agriculture écologique, notamment en favorisant l'accès à la terre de paysans qui n'en possèdent pas ou débutent dans le métier (par exemple, en autorisant les habitats légers ou en mettant à disposition des terres communales) et en promotionnant les produits locaux dans les institutions communales (écoles, maisons de retraite...).

Elle est à lire sur <https://chartecomunepaysanne.lemap.be/>.



**Juste Terre ! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl**

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | [entraide@entraide.be](mailto:entraide@entraide.be) | [www.entraide.be](http://www.entraide.be) | [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Fischer | Maquette et Impression Snel | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de  
**LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT**

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.

**Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci**